La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

187 | 2020
janvier-février 2020

Questionner les liens sociétés-Terre

Serge Chaumier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/3530>

DOI : 10.4000/ocim.3530

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2020

Pagination : 20-27

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Serge Chaumier, « Questionner les liens sociétés-Terre », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 187 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/3530> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ocim.3530>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

Tous droits réservés

Questionner les liens sociétés-Terre

Serge Chaumier

Œuvre présentée dans l'exposition Zep (du 18 mars au 31 octobre 2016) au Palais des Beaux-Arts de Lille dans le cadre de la 3^e édition de l'*open museum*. L'artiste proposait une relecture actuelle et impertinente de l'histoire de l'art et du musée.

© Serge Chaumier

- 1 Comme tout acteur de la société, institution, collectivité, entreprise, ou particulier, chacun est concerné par les enjeux d'un changement que plus d'un estime inéluctable. À l'heure de ce que certains caractérisent par un effondrement, à venir ou en cours, la collapsologie marque les esprits avec des réactions contrastées. Les contemporains des

mutations du XVI^e siècle ou du XIX^e siècle avaient-ils conscience de changer d'époque ? Depuis les années 70 au moins, des Cassandres crient « au feu ».

- 2 Si les climatosceptiques sont encore nombreux et les attentistes plus encore, la prise de conscience de la nécessité de changement se généralise malgré tout. Pour autant que faisons-nous ? Nos actions sont-elles à la hauteur des enjeux ? Au-delà des constatations sur les causes, et sur ce qui se produit, les perspectives et les solutions s'avèrent souvent antinomiques derrière les mots d'apparence consensuelle. Innover pour changer certes, mais dans quel sens et pour quel modèle ?
- 3 Développement durable, développement soutenable, transition écologique, occultent la plupart du temps des avis contradictoires. Il est normal que dans une période de crise, les avis soient contrastés, les débats à vifs, autant de raisons de tenter de poser quelques éléments pour cadrer les questions qui se posent avant de se pencher sur la manière dont les institutions culturelles peuvent se positionner.

Anthropocène et/ou Capitalocène ?

- 4 Nous ne pouvons pas dans le cadre de cet article énumérer la longue liste de problèmes, nous l'avons fait ailleurs¹, chaque jour apporte son lot d'exemples et de défis à relever. Le climat certes, mais sans oublier d'autres motifs comme la pollution de l'air et des sols, l'acidification des océans, les pollutions plastique, chimique, radioactive ou encore la perte drastique de la biodiversité. De nombreux rapports, articles ou ouvrages énumèrent les problèmes, apportant leurs lots de fatalisme ou de désillusion. Les discours les plus catastrophistes percutent l'optimisme béat de ceux qui croient aux capacités de résilience de l'Homme. La question n'est pas de savoir si la planète est en danger, mais si l'humanité peut vivre demain. Car si la survie est assez probable, la question est plutôt de savoir dans quelles conditions. Déjà les plus riches prennent des assurances en investissant en Nouvelle-Zélande ou en Suède, alors que les survivalistes s'entraînent à des conditions de vie extrêmes. Réapprendre les gestes que la civilisation technique nous a épargné d'apprendre. Ce qui pourrait paraître folklorique dit surtout le désarroi et l'angoisse, alors que les comportements suicidaires sont légions, tant l'absence de sens et de perspectives frappe les sociétés occidentales. Les autres peuples de la planète sont eux souvent déjà en mode survie.

À Nausicaá (Boulogne-sur-Mer), l'espace restauration Calypso rénové propose désormais des recettes à bases de produits locaux et de qualité. Les contenants, la vaisselle et les ustensiles sont recyclables, réutilisables ou biodégradables.

© Philippe Turpin

- 5 Les causes ? On les connaît peu ou prou. Qu'on nomme Anthropocène, cette période où l'action de l'Homme vient orienter les équilibres planétaires, et qu'on en trouve l'origine dans les temps antiques – au XVI^e ou au XIX^e siècle avec la Révolution industrielle – chaque période apporte en réalité son lot d'accroissement des perturbations. Le cycle des investissements visant à accroître la productivité et la rentabilité, pour produire toujours plus, consommer davantage, au mépris de l'épuisement des ressources et de l'élévation de la production de déchets, est indéniable depuis au moins deux siècles. Pour cette raison, certains proposent de définir le coupable par le terme de « Capitalocène » qui insiste davantage sur les enjeux. Que l'Empire soviétique ou aujourd'hui le Communisme chinois y souscrivent n'est pas une réfutation, tant le modèle de développement productiviste fut le même, dévoyant l'utopie socialiste libertaire des origines. N'entrons pas dans ce débat. Ce qui importe, c'est que la piste ascendante soit toujours d'actualité, contrairement à ce que bien des politiques voudraient faire croire en invoquant sans cesse la transition écologique. Toujours plus de production, toujours plus d'énergies nécessaires, toujours plus de déchets, toujours plus d'épuisement des espaces non construits, toujours plus de captation des biens communs au profit d'intérêts privés, au risque de l'accroissement des inégalités, d'un fossé croissant entre riches et pauvres. Le cycle est loin d'être rompu, malgré les alertes. S'y ajoute l'explosion de la démographie, la déforestation et les pollutions toujours plus nombreuses. Nous sommes toujours sur la même trajectoire. L'effet de trompe-l'œil qui conduit en Europe à se penser vertueux ne doit pas occulter la trajectoire planétaire, moins enchantée. Simplement les conditions de travail et les pollutions avec leurs conséquences qui sévissaient en Europe ou en Amérique se sont déportées en Asie et en Afrique. Sont évoqués, des modèles vertueux qui vont se diffuser, des relocalisations, une inversion des échanges et de la globalisation, autant de refrains qui redonnent espoir mais qui sont pour le moment des incantations, au mieux de la prospective. Toutefois, le protectionnisme redevient audible pour des questions écologiques, alors que les seules raisons sociales le rendaient jusque-là suspect.

- 6 Certes, de nouveaux modèles émergent. Le système de location tend à se substituer à la propriété individuelle, les plus conscients changent leur mode de vie, leurs habitudes alimentaires et leur mobilité. C'est bien, mais nécessairement insuffisant. D'autant que le citoyen commence à mettre en question le discours qui lui est adressé, avec son lot de culpabilité potentielle, alors que les responsabilités des grandes entreprises et des gouvernements, infiniment plus responsables en coûts énergétiques, en matières premières et en pollutions, sont épargnées. Certes, le consommateur se trouve toujours en bout de chaîne, mais à quoi bon culpabiliser ceux qui, des moins fortunés, utilisent les systèmes les moins onéreux, ceux proposés par la grande distribution, les transports ou les entreprises peu scrupuleuses des droits des travailleurs ou de leurs impacts environnementaux ? Le coût CO₂ d'un jet privé est sans commune mesure avec la voiture la plus polluante. Le jeu de dupe des doubles-discours risque d'avoir à terme des effets contre-productifs. Dans ce cadre, et malgré le recul manifeste des droits démocratiques en France comme sur l'ensemble de la planète, les grandes manifestations et actions de désobéissance civile semblent l'ultime manière de faire bouger les lignes. Certains commencent même à dire tout haut que le recours à la violence est légitime, tant le système est bloqué. Si Extinction-Rébellion choisit la non-violence, les Écowarriors prônent la radicalité.

Vue aérienne du musée des Maisons comtoises à Nancray. Par son programme d'actions, le musée apporte des éléments concrets de réponse aux personnes soucieuses de la qualité de l'air, de l'eau, des sols et de l'égalité entre les hommes.

© Nicolas Siron, musée des Maisons comtoises

- 7 Derrière les mots-valises de « transition écologique » ou de « développement durable », au-delà des déclarations d'intentions généreuses, s'établit deux approches contradictoires. La première, largement mise en avant par les politiques publiques, vise à voir dans l'écologie une manière de poursuivre ou relancer une croissance devenue verte, en prônant de nouveaux équipements, de nouvelles usines, de nouveaux modes de consommation. La technologie, et notamment le numérique, devient le credo d'un

monde renouvelé, mais inchangé. D'autres estiment que ce n'est que repousser les solutions et faire survivre un modèle intenable. Demain, l'épuisement des terres rares et des métaux précieux reposera la question de la production des batteries électriques et des composants électroniques. L'augmentation exponentielle de la consommation énergétique ou les pollutions générées poseront de semblables questions. L'exploitation des ressources – fussent-elles au fond des océans, dans des pôles devenus accessibles, ou même sur d'autres planètes – ne feront qu'accroître les problèmes. Bref, seul un changement de cap et une décroissance assortie d'une sobriété heureuse s'avèrent tenables, pour les tenants de la seconde solution. C'est évidemment une révolution pour les modes de vie, le monde du travail, l'économie, et une sortie inéluctable du capitalisme. Pour cela, le terme de « Capitalocène » est doublement pertinent.

En quoi le secteur culturel, et plus particulièrement les musées, sont-ils concernés par ces analyses et ces enjeux ?

- 8 Si l'on comprend que les muséums soient interpellés, ce sont les équipements culturels en général qui devraient l'être. D'abord parce que tous les acteurs de la société sont concernés, quels qu'ils soient. Mais aussi parce que les musées ont un rôle particulier dans le paysage. Ils ont construit leur histoire en se présentant comme des lieux d'exemplarité et devraient donc être en pointe sur les questions concernant l'intérêt collectif². Comme le champ de l'éducation, l'école où l'université, le champ de la culture se devrait de montrer l'exemple, de tracer la voie. Ces domaines devraient être les figures de proue du changement espéré. Le sont-ils ? Force est de constater que non, et que ces établissements ne sont guère plus vertueux que les autres, et même souvent moins que d'autres. Tous les critères doivent être passés au crible, *a fortiori* ceux visibles du public, qui ne donnent pas le bon exemple. Il y a longtemps que l'on ne devrait plus trouver de vaisselles jetables dans les espaces de cafétéria et que le tri sévère des déchets devrait être mis en valeur. Ce n'est qu'un modeste exemple, mais significatif des efforts à accomplir. Qui se soucie de l'inclure dans le cahier des charges lors des délégations de service public et de le faire respecter ? Très peu. Citons le cas de Nausicaá qui a choisi dernièrement de réintégrer en interne les services de restauration pour contrôler l'ensemble de la chaîne, et qui, en proscrivant tout plastique, propose une attitude exemplaire dans ce domaine.
- 9 **Le programme d'action** peut se décliner en différents volets, plus ou moins ambitieux. À l'instar des *Agendas 21* – impulsés par le sommet de Rio en 1992 et visant à mettre en place des approches participatives pour impliquer l'ensemble de la société, dans une action concertée, discutée et donc rendue plus consciente et de ce fait plus durable – le changement doit être partagé. Chaque groupe, chaque collectivité, chaque institution, chaque service peut mettre en place des groupes de travail pour interroger ses pratiques, les faire évoluer, et monter progressivement en qualité environnementale. Sachant qu'aucune solution idéale définitive n'existe et que bien des actions ont leurs apports, mais aussi leurs effets pervers, et qu'une remise en question est sans cesse nécessaire pour progresser qualitativement. L'exemple le plus commun est le sac en plastique remplacé par un sac biodégradable qui conduit à la déforestation et aux plantations de maïs transgénique à l'autre bout du globe. Les exemples sont légions et la démarche est autant un sacerdoce qu'un plaisir à esquisser de nouvelles solutions,

souvent plus sobres et plus économes. Il y a une montée en progression, qui ne doit pas décourager, mais au contraire exalter, puisque cela s'inscrit dans un désir de changement et donc d'expérimentation et d'innovations. C'est souvent aussi un gain en qualité de vie.

- 10 Il est bien sûr possible de se lancer dans une étude d'impact environnemental et des coûts en carbone de chaque action, mais cela risque d'être lourd, complexe et assez dissuasif au final. Le changement par la technique des petits pas est déjà un bon début. Programme qu'a pu suivre le musée des Maisons comtoises à Nancray, en évoluant sur plusieurs années. On peut inventorier les questions par grands chapitres, présents dans les musées (quelle que soit leur nature), et sur lesquels les articles de ce numéro reviennent plus en détail.
- 11 **Le champ de la conservation** est paradoxal. La conservation des expôts exige des matériaux neutres et pour la restauration des solutions réversibles. Les critères environnementaux devraient être ici bien respectés puisqu'il s'agit de léguer aux générations futures un patrimoine, à l'instar de cette terre à léguer à nos petits-enfants dans un semblable voire un meilleur état que celui dont on a hérité. Pourtant durant longtemps les matériaux et produits utilisés n'ont guère été écologiques, et sans évoquer l'arsenic dans les muséums d'Histoire naturelle, les produits sont parfois questionnés pour la dangerosité qu'ils représentent pour les personnels eux-mêmes. Pour la conservation préventive comme pour la restauration, un état des lieux des produits utilisés, de leur classification et de leur notice environnementale, et une recherche de remplacement pour des produits plus vertueux s'avère un chantier assez neuf. L'association des restaurateurs a mis ainsi en place un groupe de travail sur ces questions et une journée d'étude a eu lieu à Beaubourg le 15 novembre dernier. Progressivement les produits issus de l'industrie du pétrole devraient être délaissés. Apparaît alors une autre dimension du problème, à savoir que les choix effectués sont toujours des compromis, entre les gains et les pertes. Jusque-là, c'est bien souvent la pérennité de l'objet qui l'emportait, or il y a matière à s'interroger : conserver oui, mais si c'est au détriment de l'environnement, faut-il encore s'accrocher coûte que coûte à cette notion attachée aux sociétés d'accumulation ? Si l'on entend s'inscrire dans d'autres registres de valeurs, il va peut-être falloir accepter de renoncer à la conservation dans certains cas, si celle-ci se fait au détriment de l'environnement. Rappelons que le musée s'est développé avec le capitalisme, accompagnant l'invention du déchet, l'objet de musée étant son antithèse³. Sortir du tout jetable signifie peut-être de renoncer aussi à la conservation *ad eternam*.

À Prémanon, le bâtiment de l'Espace des mondes polaires est conçu dans une stratégie écoresponsable et bioclimatique. Il vise l'autonomie énergétique grâce aux surfaces enterrées, aux puits géothermiques et à la récupération de la chaleur et des eaux pluviales.

© Espace des mondes polaires / Juradrone.com

- 12 **Les infrastructures** sont évidemment concernées, et pas seulement la qualité architecturale du bâtiment, ses qualités environnementales, sa passivité thermique et énergétique, ses modes de fonctionnement souvent énergivores. La climatisation est évidemment un enjeu primordial des musées. Certains sont conçus selon des modalités environnementales strictes. On peut citer l'exemple du bâtiment passif du musée des Mondes polaires, à Prémanon, dont les architectes Richard & Ferreux se sont distingués à plusieurs reprises par leurs démarches soucieuses du gain énergétique. Le musée des Beaux-Arts de Dijon a lui fait le choix d'un contrôle du climat par une intervention technique maîtrisant les variations du bâtiment. Peut-on utiliser le lieu selon différentes capacités, en petit, moyen ou grand comité, avec des répercussions en coûts afférents ? Combien de bâtiments a-t-on construit dont on se sert de manière moindre, parce que l'ouvrir conduit à devoir le faire entièrement avec des coûts de chauffage, de gardiennage, d'entretien incompressibles ? La mise à disposition de bâtiments à des fins d'occupations mixtes est dans certains cas impossible du fait des habitudes, des statuts, des modes de gestion des lieux. Les fluides sont aussi des consommations qui peuvent dans un musée être considérables. Si les modes d'éclairages sont l'objet de toutes les attentions, avec les éclairages par Leds moins consommatrices, la question du fournisseur d'électricité lui-même peut être posée. Choisir un fournisseur garantissant une production d'électricité verte n'est pas qu'un signe symbolique. Si pour l'eau il est plus difficile d'agir, ou que les robinets pressoirs équipent en général déjà les espaces publics, en revanche les produits d'entretien constituent un vaste espace de transformation des pratiques. C'est une manière de sensibiliser le personnel, mais pourquoi pas, aussi les publics.
- 13 **Le champ de l'expographie** est évidemment central pour les musées. Cela se joue par les contenus exposés, comme par les manières de le faire. À la manière des naturalistes des premiers parcs naturels américains qui pensaient que la préservation passait par la prise de conscience du plus grand nombre et donc par une sensibilisation des publics. Il s'est agi de mettre l'exposition au service de l'interprétation et de la compréhension :

une personne avertie étant plus à même de modifier ses gestes ou à être vigilante sur son comportement. Le refrain que l'on entend sans cesse de refuser de culpabiliser le public et de recourir au ludique pour accroître la prise de conscience peut être questionné. En est-on encore là et la gravité de la situation n'impose-t-elle pas des solutions plus radicales ? Après tout, la mauvaise conscience n'a-t-elle pas contribué à améliorer les rapports sociaux en Occident ? Il est assez curieux que des sociétés qui s'adonnent volontiers aux discours psychanalytiques refusent de considérer la notion de « surmoi »... Comme si l'individu ne devait pas se construire en se confrontant à la réalité. Celle-ci est encore bien souvent euphémisée ou rendue non-anxiogène dans les expositions. Il faut envisager également les moyens des expositions et l'éco-design qui devraient être de mise. Si des efforts certains ont été faits dans l'usage de certains matériaux (les encres, les peintures...), il demeure des matériaux problématiques (sol, médium, dibon, plexiglass...), le passage au crible de l'écoconception s'avère complexe. De grands établissements s'y attellent encore timidement, souvent prisonniers d'impératifs contradictoires. Un groupe de travail est mis en place à Paris, et des solutions de recyclerie et de réutilisation s'annoncent, en attendant une véritable plateforme pour faciliter les échanges.

Le Préhistomuseum à Ramioul met au cœur de son nouveau projet le « faire ensemble » tant dans son mode d'organisation que dans la pratique d'activités liées à la Préhistoire.

© Serge Chaumier

- 14 Un mot doit être dit de la **programmation**. Si les extensions incessantes des espaces de musées peuvent être questionnées, le recours à l'exposition temporaire également. Un essoufflement est survenu du fait de la crise économique depuis dix ans, toutefois la tendance demeure de justifier l'établissement par ses événementiels. L'exposition temporaire doit se réinventer. Faut-il encore faire venir des œuvres en grand nombre de toute la planète pour un accrochage qui en imposera par l'accumulation ? Le Palais des Beaux-Arts de Lille par exemple cherche à inventer de nouvelles formes. C'est là une belle opportunité pour la muséographie qui, pour se renouveler, doit sortir du schéma grande exposition = accumulation d'œuvres aux provenances lointaines. L'augmentation du coût de production des expositions n'est pas seule en cause, la frénésie du déplacement doit à présent être posée. Déplacement incessant des œuvres d'un côté et tourisme de masse de l'autre sont deux aspects contestables. L'augmentation à l'infini du nombre de visiteurs trouve ses limites. Daniel Jacobi a questionné ce sujet⁴. Le financement est un autre volet, et le caractère éthique de l'argent en provenance du mécénat commence à faire débat.

- 15 Enfin, on ne saurait oublier les aspects liés au **management** car on ne changera pas de modèle social sans revoir les organisations et les mécanismes de prise de décisions, la hiérarchie et les formes démocratiques. Si le changement doit être partagé, il doit être assumé et mis en œuvre collectivement. Cela sous-entend de repenser les verticalités, de revoir les formes de distribution du travail, de décroïsonner et de mieux répartir les charges. Bref, de partager le travail en diminuant le temps de travail, mais aussi « de penser ensemble ». Si les Projets scientifiques et culturels sont de plus en plus des outils élaborés en équipe, il convient sans doute d'aller plus loin et de revoir les modes d'organisation. Fernand Colin a décrit l'organisation holacratique mise en place au Préhistomuseum⁵. D'autres formats peuvent être imaginés : il serait par exemple intéressant d'explorer le mode coopératif, comme le font des structures du spectacle vivant. Car le changement ne se fera pas avec les modes d'organisation du passé. Or inventer de nouvelles formes est peu aisé dans les structures institutionnelles des collectivités territoriales.
- 16 Pour ne pas conclure un dossier qui ne fait que s'ouvrir, admettons que le sujet impose de jongler avec des injonctions paradoxales et de résoudre des équations insolubles. Il convient de s'inscrire dans une économie de la culture avide de fréquentation et de développement alors qu'il faudrait décroître, prompt aux financements privés alors que le ton critique et la rupture devraient être de mise. Condamnée à trouver des solutions nouvelles qui ne passent pas par la technologie et la *high tech* vorace en énergie, l'institution doit séduire et étonner le visiteur, susciter son désir avec des formes économes. Elle doit changer pour se régénérer dans un cadre institutionnel peu prompt à l'innovation, et éviter les fausses solutions qu'une économie libérale tente de vendre (telles que les achats de compensations carbone, les nouvelles technologies, les gadgets du *greenwashing*, etc.). Le chantier ne fait que commencer, si l'avenir nous en laisse le temps.

NOTES

1. Chaumier S. Est-il encore temps pour parler du musée de demain ? in Le Marec J., Schiele B. et Luckert Hoff J. *Musées, Mutations...* Dijon : Ocim, 2018, pp. 145-161.
2. Minchin S. La démarche durable et responsable du musée de Rouen in Le Marec J. *Musées et recherches - Expérimenter et coopérer : dialogues sur le sens de l'innovation*, Dijon : Ocim, Les dossiers de l'Ocim, 2015, pp. 67-80.
3. Voir à ce sujet les thèses développées par Octave Debary.
4. Jacobi D. L'exposition temporaire et le développement de la recherche dans les musées in Le Marec J. *Musées et recherches - Cultiver les alliances*, Dijon : Ocim, Les dossiers de l'Ocim, 2012, pp. 33-48.
5. Chaumier S. et Colin F. De la pédagogie du geste et de la pop-archéologie, *la lettre de l'Ocim*, n°170, mars-avril 2017, pp. 32-34.

RÉSUMÉS

L'Homme occidental a modelé le monde à son image, à ses besoins et à ses envies jusqu'à un point de non-retour. Alors que de nombreuses expositions font aujourd'hui la lumière sur le résultat constaté et contesté de la marque de l'Homme sur la Terre, il est de la responsabilité des musées de faire preuve d'exemplarité quand il s'agit de préserver notre planète.

INDEX

Mots-clés : développement durable, science et société

AUTEUR

SERGE CHAUMIER

Professeur et responsable du Master expographie-muséographie à l'université d'Artois
serge.chaumier@univ-artois.fr